



***MISSION RÉDACTIONNELLE D'UNE PUBLICATION ÉCONOMIQUE
MENSUELLE PRÉSENTANT LES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR LA
CCI DE CORSE***

CCIC/DG/2025-055

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

SOMMAIRE

1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché - Domicile du titulaire	3
1.2. Le lieu d'exécution des prestations	3
2. DEFINITION ET OBLIGATION DES PARTIES CONTRACTANTES	3
2.1. Parties contractantes	3
2.2. Le titulaire	3
2.3. Sous-traitance	3
2.4. Dispositions générales	4
2.4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	4
3. FORME, DUREE EXECUTION DU MARCHE	4
3.1. Allotissement du marché	4
3.2. Durée du marché public	4
4. Pièces constitutives du marché	4
4.1. Pièces Particulières	4
4.2. Pièces Générales	5
5. CONFIDENTIALITE ET MESURE DE SECURITE	5
5.1. Obligation de confidentialité	5
5.2. Protection des données à caractère personnel	5
6. ASSURANCE	6
7. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	6
7.1. Contenu des prix	6
7.2. Révision des prix	6
7.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée	7
8. GARANTIES FINANCIERES	7
9. AVANCE	7
10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs	7
10.2. Présentation des demandes de paiement	7
10.3. Délai global de paiement	8
10.4. Paiement des cotraitants	8
10.5. Paiement des sous-traitants	8
11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	9
12. QUALITE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES	9
13. PENALITES, PRIMES ET RETENUES	9
13.1. Pénalités pour retard d'exécution	9
14. DIFFERENDS ET LITIGES	9
15. CLAUSE DE REEXAMEN	10
16. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	10

1. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché - Domicile du titulaire

Le présent contrat est un marché public.

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

Mission rédactionnelle d'une publication économique mensuelle présentant les activités réalisées par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse.

1.2. Le lieu d'exécution des prestations

Tous les sites de la CCI de Corse et tous les lieux sur le territoire où une manifestation est organisée en lien avec de la CCI de la Corse conformément aux stipulations du CCTP.

2. DEFINITION ET OBLIGATION DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1. Parties contractantes

Il est conclu entre :

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, dénommée le « **Pouvoir Adjudicateur** » dans le présent CCAP.

et l'entreprise retenue sera dénommée le « **Titulaire** » dans le présent CCAP.

2.2. Le titulaire

Le Titulaire du marché est représenté par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de la Société :

.....

Ayant son siège social à :

Inscrite : à l'INSEE sous le N° SIRET :

Au registre du commerce et des sociétés sous le numéro :

Au répertoire des métiers sous le numéro :

2.3. Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire qui sous-traite l'exécution de certaines parties de son marché, doit obtenir du Pouvoir Adjudicateur avant le commencement d'exécution des prestations sous-traitées, l'acceptation de chaque

sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, selon la procédure prévue aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique, reprise à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Si le titulaire ne présente pas de sous-traitants à l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur, la mise en régie ou la résiliation du marché pourra être prononcée conformément aux dispositions de l'article 38.1.f) CCAG-PI.

2.4. Dispositions générales

2.4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre au Pouvoir Adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

3. FORME, DUREE EXECUTION DU MARCHE

3.1. Allotissement du marché

Sans objet.

3.2. Durée du marché public

Le marché public est passé pour une durée de 1 (un) an, renouvelable 3 (trois) fois, à compter de date de notification.

4. Pièces constitutives du marché

En cas de divergences ou de contradiction entre les différentes pièces constituant le Dossier de Consultation des Entreprises, ces dernières prévalent les unes contre les autres dans l'ordre décroissant indiqué ci-dessous.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

4.1. Pièces Particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Décomposition du prix Global et Forfaitaires (DPGF).

Toutes les pièces du marché doivent être dûment complétées et signées par le titulaire, à défaut l'offre sera déclarée irrégulière.

4.2. Pièces Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de la remise des offres par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021.

Ces documents généraux, réputés connus, ne sont pas remis aux candidats.

5. CONFIDENTIALITE ET MESURE DE SECURITE

5.1. Obligation de confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au Pouvoir Adjudicateur, pour toutes les opérations liées à l'exécution du présent marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le Pouvoir Adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire.

5.2. Protection des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à se conformer à la réglementation relative à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, incluant le Règlement Général européen sur la Protection des Données n°2016-679 dit « RGPD » et la loi n°78- 17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » telle qu'applicable à la date de rédaction des présentes.

Le titulaire, qui traite des données personnelles, que ces dernières constituent l'objet de sa prestation ou qu'il y accède pour les besoins de l'exécution du marché, demeure responsable conjoint de traitement au sens de la réglementation.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles par les seuls collaborateurs ayant à en connaître et uniquement pour la durée et les besoins du marché,
- Fournir aux personnes, au moment de la collecte de leurs données, les informations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD,
- Recueillir, en cas de collecte de données personnelles de santé, le consentement préalable et express des personnes concernées,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, incluant notamment une procédure de gestion des demandes d'exercice des droits des

personnes concernées et une procédure d'alerte du pouvoir adjudicateur en cas de violation de données personnelles,

- Limiter les traitements et l'hébergement des données personnelles au seul territoire de l'Union Européenne,
- Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à retourner au pouvoir-adjudicateur les données personnelles en sa possession ou sous son contrôle et à en détruire toute trace, sous réserve des obligations légales s'imposant à lui, qu'il expose au pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

6. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

7. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

7.1. Contenu des prix

Les prix du marché cadre sont en euros.

Les prix du marché sont établis hors TVA et tiennent compte des prescriptions de l'article 10 du CCAG-PI.

Le prix s'entend tous frais inclus nécessaires au bon déroulement des missions du titulaire et notamment les frais de déplacement, d'hébergement, de téléphone, de reprographie, etc.. Aucun frais supplémentaire ne sera payé, en sus des lignes de prix précisées dans le bordereau de prix.

7.2. Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables sur la durée du marché.

7.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

8. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9. AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre des établissements de la CCI de Corse doivent comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. La référence du marché subséquent ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service) ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts sont communiqués après l'attribution des accords-cadres.

10.3. Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

10.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure de justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le titulaire du marché a à sa charge l'ensemble de la gestion des déchets par tri sélectif pendant toute la durée du marché.

12. QUALITE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS DE SERVICES

Les prestations de services doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés, les normes ou spécifications applicables étant celles qui sont en vigueur à la date de notification du marché.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations, objet du présent marché, en se conformant strictement et impérativement aux normes nationales et/ou communautaires ainsi qu'à toute autre norme applicable en France en vertu d'accords internationaux.

13. PENALITES, PRIMES ET RETENUES

13.1. Pénalités pour retard d'exécution

Application des dispositions de l'article 14 du CCAG-PI.

14. DIFFERENDS ET LITIGES

Tous les différends auxquels le contrat pourrait donner lieu, notamment en ce qui concerne son interprétation et son exécution, seront portés, à défaut de règlement amiable, devant le Tribunal Administratif de Bastia.

En cas de difficultés pour l'application du contrat, les parties peuvent cependant décider de se soumettre préalablement à une procédure conciliation amiable.

15. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché peut être modifié par voie d'avenant dans les cas suivants :

- Conformément aux dispositions de l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à 50% du montant du marché initial tel que prévu à l'article R.2194 dudit Code, des fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque cette modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- Conformément aux dispositions de l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- Conformément à l'article R.2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles ;
- Conformément à l'article R.2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial.

16. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet.

Accepté à _____, le
Le Titulaire